

Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour demander à tous les députés d'appuyer les efforts du Canada, en tant que membre des Nations Unies, pour expulser Saddam Hussein du Koweït. Je le fais, Monsieur le Président, en partant du principe que la guerre est parfois nécessaire pour obtenir la paix.

La guerre dans le golfe Persique n'a pas commencé le 15 janvier, mais plutôt le 2 août dernier, quand Saddam Hussein a brutalement envahi et occupé le Koweït sans la moindre provocation. Par son geste, Saddam Hussein a menacé l'ensemble de la région. Il a placé le monde devant une alternative : ne rien faire, comme ce fut si souvent son attitude dans le passé -- et laisser l'Irak occuper un pays n'ayant qu'un dixième de sa taille -- ou riposter.

Le monde a choisi de riposter. Il a décidé d'intervenir à l'intérieur du cadre international établi 46 ans plus tôt à San Francisco et que les Canadiens ont contribué à ériger, les Nations Unies.

La communauté mondiale n'a pas eu recours immédiatement à la force pour contraindre Saddam Hussein à se retirer du Koweït. Elle a plutôt agi avec prudence et modération, donnant à la diplomatie la chance d'apporter une solution pacifique au conflit.

Entre le début d'août et la fin de novembre, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté 12 résolutions ordonnant à Saddam Hussein de se retirer du Koweït. Ces résolutions ont presque toutes été adoptées unanimement. Cette communauté de vues a été suscitée par la nature clairement inacceptable de la violation par Saddam Hussein des principes de la paix et de la sécurité. Et elle découlait du nouvel esprit de coopération qui avait ravivé l'ONU et lui avait redonné espoir après l'apaisement des tensions entre l'Est et l'Ouest. En tout, 28 pays ont envoyé des forces dans le Golfe pour y faire respecter les sanctions.

Au cours des cinq derniers mois de 1990 et des premières semaines de 1991, le monde a été témoin des efforts diplomatiques les plus intenses de l'histoire moderne. Que ce soit au cours de réunions des Nations Unies, de la Ligue arabe, de la Communauté européenne et du Mouvement des non-alignés ou des centaines de contacts qu'ont eus entre eux les dirigeants politiques du monde entier -- de l'Est et de l'Ouest, du Nord et du Sud, des pays musulmans et non musulmans et des pays arabes et non arabes -- les avenues de la paix ont toutes été explorées. Je puis affirmer que pendant tous ces mois, le Canada a pris toutes les initiatives diplomatiques possibles en faveur de la paix. Mais chaque avenue explorée menait droit au mur de l'intransigeance de Saddam Hussein.

Ainsi, le 15 janvier, après une dernière pause de 47 jours en faveur de la paix, les nations coalisées sont passées à l'étape suivante, celle du recours à la force autorisé par l'ONU. Le Canada s'est joint à elles dans cet effort. Nous tenions à ce que l'ONU intervienne comme elle avait promis de le faire si Saddam Hussein ne respectait pas la volonté de la communauté internationale. Nous étions déterminés à aider à déloger les forces de Saddam Hussein du Koweït et à contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, conformément à la résolution 678 du Conseil de sécurité de l'ONU.